

## Pour l'unité de la Bretagne : Une étape réussie à Saint Nazaire

Les Alternatifs 44 se félicitent de la réussite de la manifestation organisée hier samedi 1er octobre à Saint Nazaire pour la réunification de la Bretagne et de l'appel du président du Conseil Général de Loire-Atlantique, Patrick Mareschal, à « poursuivre la mobilisation populaire ».

Si réunir près de 3000 manifestants à Saint Nazaire peut être légitimement considéré comme un succès, il reste que l'engagement citoyen pour fermer enfin, 64 ans après, la trop longue « parenthèse de Vichy » apparaît encore à de nombreux acteurs du mouvement social comme marginal ou dépassé, quand ce n'est pas folklorique.

Pour qui était présent dans les rues de Saint Nazaire, ce samedi 1er octobre, le simple constat de la présence significative de la jeunesse dans la manifestation est une première et importante réponse. Mais elle ne saurait suffire.

Loin d'être un combat passéiste ou nostalgique, l'engagement pour que la Bretagne retrouve son unité et ses cinq départements ne peut être séparé d'un projet émancipateur pour les salariés, les paysans et plus globalement les citoyens des 5 départements bretons.

Pour convaincre celles et ceux, nombreux encore, notamment dans les mouvements syndicaux et associatifs, qui hésitent à se joindre à ce combat, les Alternatifs 44 considèrent qu'il est nécessaire d'articuler l'exigence de la réunification administrative et celle d'un projet alternatif et démocratique de développement pour la Bretagne, fondé non seulement sur la défense de la langue et de la culture bretonnes mais aussi sur la défense de l'emploi et des services publics, de la justice sociale et du respect de l'environnement, autant de thèmes hélas absents du rassemblement nazairien.

Compte-rendu pour le site rezocitoyen :

A l'initiative de l'association Bretagne Réunie (BP 49032, 44090 Nantes/Naoned cedex1), près de 3000 manifestant/e/s se sont retrouvés samedi 1er octobre dans les rues de Saint Nazaire pour fermer la « parenthèse de Vichy » (c'est en effet sous l'occupation nazie et le régime de Pétain que la Loire-Inférieure d'alors a été séparée administrativement du reste de la Bretagne) et recouvrer la Bretagne à 5 départements.

Dans une ambiance bon enfant, au son des binious et des cornemuses, et sous une marée de Gwenn ha du, de drapeaux de l'UDB, d'Emgann (le mouvement indépendantiste breton) et des Alternatifs, les manifestants, aux rangs desquels se trouvaient Patrick Mareschal, président PS du Conseil Général de Loire Atlantique et Kristian Guyonvar'ch, vice-président UDB du Conseil Régional de Bretagne, ont sillonné les rues du centre de Saint Nazaire avant de se retrouver devant la base sous-marine où les orateurs ont rappelé que « rien ne se fera sans la mobilisation populaire qui doit continuer » (P. Mareschal) et que « la réunification se fera par les jeunes » (Emile Granville).

A noter l'absence à cette manifestation régionale des élus nazairiens, ce qui ne surprendra pas en ce qui concerne le maire, Joël Batteux, PS, dont on connaît l'hostilité à tout ce qui rappelle l'appartenance géographique, historique et culturelle de Saint Nazaire à la Bretagne. Plus surprenante était l'absence des élu/e/s Verts de la ville dont le parti avait pourtant publiquement soutenu ce rassemblement. ■

François PRÉNEAU

# Pour une infor Appel à

Nous en appelons à tous les citoyens attachés à une information indépendante et pluraliste, aux journalistes, créateurs et salariés des médias, aux acteurs des médias associatifs, aux intermittents et précaires de tous les métiers de l'information et de la culture, aux militants et responsables des mouvements syndicaux, associatifs et politiques, aux mouvements d'éducation populaire, à toutes celles et à tous ceux qui entendent résister à l'information et à la culture mercantiles

Pour que se tiennent, localement et nationalement, des ÉTATS GÉNÉRAUX POUR UNE INFORMATION ET DES MÉDIAS PLURALISTES

Des États Généraux, pourquoi ?

1. Pour remplir leur fonction démocratique, les médias devraient être soustraits à l'emprise directe des pouvoirs économiques et politiques. Or ce n'est manifestement le cas ni des médias privés, ni des médias publics. Les logiques financières qui prévalent dans les premiers ont désormais gagné les seconds, au point que le secteur public ne semble devoir son maintien qu'à la perpétuation de sa dépendance politique.

La concentration des médias, livrés à des groupes liés à des empires industriels, à des fonds de pension et au secteur bancaire dont le principal objectif est de répondre aux attentes de leurs actionnaires, compromet gravement la qualité et la diversité de l'information, du divertissement et de la culture.

Elle incite les groupes de presse qui ne dépendent pas directement des groupes les plus puissants à se battre contre eux avec les mêmes armes sur le même terrain.

Elle entraîne une course à la rentabilisation qui se traduit par une précarisation vertigineuse des métiers de l'information et de la culture, par la subordination croissante des journalistes à leur hiérarchie, par l'assujettissement de plus en plus étroit des programmes et de tous les producteurs d'information et de culture aux impératifs imposés par les diffuseurs et par les publicitaires.